



COMMUNIQUÉ à l'attention de tous les affiliés de l'ISP – 30 mai 2016

Conseil exécutif 148 de l'Internationale des services publics Réunion du 19-20 mai 2016

Chers/chères camarades,

Le Conseil exécutif (EB) 148 de l'Internationale des services publics (ISP) s'est réuni les 19 et 20 mai afin d'évaluer les progrès accomplis depuis le dernier EB et définir les priorités et les actions à venir. Un rapport d'activités complet lui a été présenté, 14 nouveaux affiliés ont été accueillis, il a approuvé le budget révisé pour 2016, pris note de l'excédent enregistré en 2015 et passé en revue l'évolution des préparatifs du Congrès 2017.

Il a été confirmé, lors de l'EB-147 réuni en mai 2015, que l'ISP s'est établie en tant que chef de file mondial de la lutte contre la privatisation, contre les accords commerciaux néfastes et l'évasion fiscale des multinationales, qu'une position ferme a été adoptée contre l'atteinte au droit de grève au niveau de l'OIT et que la Stratégie d'intervention syndicale de l'ISP contre la maladie à virus Ebola a pu progresser. L'EB-148 a pris note du travail intensif mené dans de nombreux domaines, et notamment :

- La *Réunion des dirigeant(e)s mondiaux/ales sur la privatisation*, organisée à Washington au mois de décembre 2015, qui portait sur les moyens de renforcer la lutte contre la tendance mondiale à la privatisation et a vu également le lancement du bulletin d'information anti-privatisation de l'ISP – Privatization Watch.
- La nomination de la Secrétaire générale à la *Commission de haut niveau de l'Organisation mondiale de la Santé sur l'emploi en santé et la croissance économique*, placée sous la présidence du Président français François Hollande et du Président sud-africain Jacob Zuma.
- La participation à la *Conférence des NU sur Ebola* à New York et la conduite d'une mission comprenant des participant(e)s de Sierra Leone, du Liberia et du Ghana, afin d'exercer des pressions auprès du Congrès américain, du ministère de la Santé américain, de la Banque mondiale et d'USAid.
- La participation de la Secrétaire générale au lancement, dont l'écho a été considérable, d'une déclaration mondiale de la *Commission indépendante sur la réforme de la fiscalité internationale des sociétés* (ICRICT) avec Joseph Stiglitz, José Ocampo et Eva Joly.
- L'organisation du *Sommet syndical mondial sur la fiscalité*, à l'occasion duquel étaient réunis pour la première fois des dirigeant(e)s de syndicats mondiaux et de la société civile afin de progresser sur un programme mondial conjoint destiné à assurer que les entreprises multinationales paient leur juste part d'impôt, incluant le lancement d'un exposé conjoint avec l'ITF sur les pratiques d'évasion fiscale adoptées par Chevron.
- Le dépôt d'une plainte à l'OIT au nom des 230 000 fonctionnaires canadiens et l'appui témoigné aux affiliés britanniques dans le cadre de l'opposition au Projet de loi sur les syndicats.
- L'organisation du séminaire intitulé *L'accueil des migrant(e)s par les services publics* à Bruxelles du 14 au 16 mars, pour lancer les débats autour des voies d'amélioration du rôle des syndicats de la fonction publique dans la gestion des flux de migrant(e)s et de réfugié(e)s.
- L'avancée de la mise en œuvre du plan d'action des gouvernements local et régionaux approuvé lors du Comité directeur réuni au mois de novembre 2015.

- La participation à l'analyse et la publication de la fuite la plus importante jamais connue de documents à caractère commercial révélant les négociations secrètes autour de l'Accord sur le commerce des services (ACS).
- L'organisation de campagnes nationales contre les accords commerciaux dans plus de 10 pays, y compris les campagnes fructueuses en Uruguay et au Paraguay qui ont abouti au retrait des deux pays des négociations autour de l'ACS.
- L'appui à la réalisation des objectifs de développement durable des NU dans un effort visant à supprimer toute mention à la privatisation en tant que vecteur de développement.
- La participation aux événements liés à la COP21, y compris la publication d'une analyse démontrant que l'ACS nuit à la capacité de gestion du changement climatique – dont se sont largement emparés la presse écrite (The Guardian, par ex.) ainsi que les réseaux sociaux.

L'EB-148 a pris note de plusieurs développements politiques, notamment la montée en puissance des politiques populistes de droite, souvent racistes, à mesure que les retombées économiques de plusieurs décennies de libéralisation et les inégalités croissantes suscitent le mécontentement des travailleurs et des travailleuses. L'EB a pris note de la responsabilité de la main-d'œuvre organisée dans la défense des droits humains des réfugié(e)s face à ces changements politiques.

L'EB-148 a noté avec satisfaction le rejet récent du projet de norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) sur la santé et la sécurité au travail, qui pourrait servir de tremplin à l'OIT pour lancer une nouvelle norme au profit des travailleurs et travailleuses de la planète, dans le cadre du système des NU.

L'EB-148 a fait part de profondes préoccupations quant à la situation au Brésil, où un « coup d'état parlementaire » a engendré une procédure de destitution du Président légitime, Dilma Roussef. Les membres du Parlement néolibéraux et conservateurs sont à l'origine de la campagne de destitution du Président Roussef, qui reposait sur des arguments administratifs particulièrement controversés et une procédure juridique douteuse. Au-delà du combat politique, l'EB considère que les forces conservatrices portent atteinte aux institutions démocratiques brésiliennes.

L'EB-148 a exprimé sa solidarité à l'égard des travailleurs et travailleuses brésilien(ne)s qui sont à présent confronté(e)s à de violentes attaques à l'encontre des politiques publiques développées dans le pays ces 15 dernières années, parmi lesquelles les programmes de redistribution des revenus qui ont permis à plus de 40 millions de femmes et d'hommes brésilien(ne)s d'échapper à la pauvreté et la famine. L'ISP est solidaire avec ses affiliés brésiliens et soutient leur combat.

L'EB-148 a examiné les domaines de travail prioritaires futurs de l'ISP et approuvé un approfondissement du travail, notamment :

- Un plan de lutte contre la privatisation émanant de la Réunion des dirigeant(e)s à Washington et l'établissement d'une plateforme en ligne destinée à recueillir et diffuser l'information au sujet de la privatisation.
- Des actions sur le thème de la migration et des réfugiés, ayant vocation à étoffer la base de données probantes, étendre le message à l'ensemble des syndicats et maintenir l'engagement au niveau de l'OIT.
- La participation de l'ISP à la CIT, la discussion sur les chaînes de valeur mondiales et la promotion de débats au niveau de la *Commission de l'application des normes* eu égard aux dossiers concernant l'Algérie, le Guatemala et la Turquie.
- Une Stratégie sur les jeunes travailleurs et travailleuses et une proposition d'Université de l'ISP dédiée à ces dernier(ère)s.
- Les préparatifs du Congrès 2017, afin d'assurer la mise en avant, lors de cet événement, des réalisations de l'ISP et du rôle des syndicats de la fonction publique dans la création d'un monde meilleur et pour présenter les options qui nous sont offertes en vue de nous renforcer.

- Renforcer les Statuts de l'ISP et les rendre plus démocratiques en confiant au Groupe de travail sur les statuts un mandat afin de procéder aux amendements statutaires en amont du Congrès 2017.

Les affiliés de l'ISP pourront consulter le procès-verbal si tôt celui-ci publié sur le site web de l'organisation.

La prochaine réunion du Conseil exécutif sera l'EB-149, programmée les 22 et 23 novembre 2016. La Commission du règlement du Congrès et le Groupe de travail sur les statuts se réuniront en amont de celle-ci.

Rosa Pavanelli

Secrétaire générale de l'ISP